

Rwanda: l'opposant Paul Rusesabagina également visé par un mandat d'arrêt

Par **RFI** Publié le 04-02-2019



Paul Rusesabagina, lors de sa participation à la marche "Sauver le Darfour: rassemblement pour mettre fin au génocide", le 30 avril 2006, à Washington.

© Nancy Ostertag / Getty Images North America / AFP

Au Rwanda, nous en savons un peu plus sur les mandats d'arrêt lancés mi-janvier par Kigali, suite aux attaques dans le sud du pays en 2018. Parmi eux, figurent des rebelles hutus rwandais mais aussi le général Kayumba Nyamwasa, ancien chef d'état-major rwandais. Une autre figure de l'opposition est visée. Il s'agit de l'opposant Paul Rusesabagina. C'est son histoire qui avait inspiré le film *Hotel Rwanda*.

Paul Rusesabagina, c'est ce directeur qui, pendant le génocide, a protégé des centaines de rescapés tutsis au sein de l'hôtel des Mille collines. Il avait multiplié les coups de fil et négocié avec les miliciens pour empêcher un bain de sang annoncé. C'était en tout cas l'histoire communément admise avant qu'il ne se lance en politique, celle racontée par le film *Hôtel Rwanda*.

Quelques années

Ces dernières années, dans les colonnes de la presse rwandaise pro-gouvernementale, des individus se présentant comme des rescapés de l'hôtel assuraient que l'opposant n'avait jamais rien fait d'autre pour eux que de leur extorquer de l'argent.

Quand, en 2017, Paul Kagamé se présente pour un troisième mandat, est officiellement élu à 98% des suffrages et s'offre la possibilité de rester au pouvoir jusqu'en 2034, Paul Rusesabagina ne décolère pas, excédé par le silence de la communauté internationale pour un score qu'il qualifie de « *peu crédible* » et « *stalinien* ».

L'année suivante, il décide de s'allier à des anciens du Congrès national rwandais (RNC) du **général Kayumba Nyamwasa**, comme **Callixte Sankara** - lui aussi visé par un mandat d'arrêt - des dissidents des FDLR - le CNRD - pour créer, début juillet, le Mouvement rwandais pour le changement démocratique (MRCD) et sa branche armée, les Forces de libération nationales. Quelques jours plus tard, ce groupe revendique des attaques dans le Sud rwandais.

« *C'est l'histoire qui sera notre juge et pas le criminel Kagame* », commente Callixte Sankara, deuxième vice-président du MRCD.